

1 décembre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur l'enjeu du Conseil européen de Copenhague pour la construction de l'Europe et les négociations de désarmement, Angers, mardi 1er décembre 1987.

Monsieur le maire, Mesdames et messieurs,

- Je me réjouis de l'accueil d'Angers. Vous étiez presque surpris m'avez-vous dit cher Jean Monnier de cette deuxième visite dans votre ville.

- J'étais en effet venu, vous vous en souvenez, parmi les clameurs, dans un moment important pour l'histoire intérieure du pays `mai 1984, débat sur l'enseignement privé`. J'effectuais une visite qui répondait déjà à nos anciennes relations et qui me permettait de mieux approcher, de mieux comprendre ce qui s'accomplissait ici. Si cette fois-ci je suis de nouveau parmi vous, c'est à la fois bien entendu parce que se déroulait à Angers une série de manifestations qui m'intéressaient, mais aussi parce que je voulais voir et observer moi-même les progrès d'une action qui m'intéresse, retrouver bien des visages amis, et regarder vraiment de plus près cette ville qui grandit, qui échappant à une ancienne réputation de douce nonchalance, est aujourd'hui une ville, vous le disiez vous-même, jeune, active et moderne. Et c'est vrai que l'expérience municipale présente aujourd'hui le premier résultat qui peut servir - je ne dirai pas de modèle - chaque région, chaque ville, chaque commune qui doit répondre à ses propres exigences mais une façon d'être, une façon de faire. Je dois dire qu'elle apporte la démonstration que c'est possible, que c'est possible d'être écouté en prenant ses responsabilités, en prônant l'effort, sans reculer devant les échéances, bref, en étant responsable.

- Cela est dû, pour une large part, bien entendu à celui qui conduit l'équipe, en particulier à Jean Monnier mais c'est dû, j'imagine, à des multitudes de volontés que je ne saurai individualiser mais qui marquent bien la volonté de cette ville d'aborder les temps actuels de pied ferme.

- D'abord, cette commune de Beaucougé. Elle a une identité, une authenticité, elle reste elle-même et cependant la grande ville voisine a marqué son empreinte. Si j'en juge par les conversations que j'ai pu avoir avec le maire de cette commune, j'ai le sentiment que l'on se réjouit à la fois de pouvoir allier l'aspect traditionnel d'une commune rurale avec les nouvelles responsabilités d'une ville industrielle : des équipements modernes, la matrice ou la couveuse d'entreprise. Vous tentez de résoudre, pour ce qui vous touche vous-même, le problème de l'emploi en éveillant les imaginations, l'esprit créatif, en faisant parfois de chômeurs qualifiés bien entendu, mais de chômeurs quand même, ou de cadres qui n'avaient pas eu l'occasion jusqu'alors, d'autodidactes qui n'avaient pas eu l'occasion de s'affirmer le moyen de le faire, de prouver ce qu'ils sont capables de faire. La démonstration est, je le crois, assez remarquable. Tout ne serait pas possible sans une impulsion centrale. Je remercie ceux qui en ont pris l'initiative.\

Et puis voilà ensuite l'art, l'art de la tapisserie ancienne et moderne, les efforts accomplis quotidiennement pour qu'Angers justifie de plus en plus sa réputation de capitale de la tapisserie. Et quelle très ancienne tradition ! Je crois que les plus savants et les plus experts de l'art médiéval s'y reconnaissant fort bien, apprennent encore quelque chose à l'étude de ces tapisseries. On a le sentiment que c'est toute une histoire qui se déroule sur nos murs et une

histoire qui a su conquérir sa valeur esthétique, sans oublier bien entendu la qualité de l'artisanat, c'est-à-dire du métier. Allier à la fois les richesses de l'histoire, les richesses de l'art et la connaissance du métier, ce n'est pas mal ! Et cet exemple admirable qui nous a été proposé et qui se trouve ainsi comme complété par le témoignage du XXème siècle, l'oeuvre de Lurçat, que j'avais déjà approchée bien entendu, mais que je n'avais jamais vue dans sa gloire comme je l'ai vue cet après-midi dans cet ancien hôpital dont les voûtes elles-mêmes évoquent les splendeurs d'un passé qui a su demeurer vivant.

- L'exposition elle-même, peintures, sculptures, conduite sous la présidence de mon ami Jean Carton, dont je connais et j'apprécie personnellement le talent, tandis que les Présidents qui m'ont été cités, les années précédentes, représentent une théorie prestigieuse. Bien, cela montre tout simplement que l'on agit, que l'on recherche la beauté, que l'on ne néglige pas les apports de l'esprit, que ce qui embellit la vie est aussi important que ce qui apporte une réponse aux besoins fondamentaux. D'ailleurs, c'est un besoin fondamental que la beauté et la culture.

- C'est ma foi une visite assez complète. J'aurais pu voir bien d'autres choses mais je ne peux pas m'installer à Angers et s'il est donné - c'est un des charmes de la vie - de temps à autres, certaines plongées, où l'on retrouve les itinéraires de l'amitié et, pour un Président de la République, où l'on voit la France au travail et la France comme je l'ai dit si souvent, terme qui devient presque banalement employé mais après tout ce n'est pas si mal, voir un peu la France qui gagne. C'est réconfortant pour moi. Voici un chaînon d'une longue histoire et au moins celui-ci aura contribué à renforcer la présence de la France, la présence en elle-même et sa présence dans le monde.\

Ce que vous venez de dire, Jean Monnier, sur la conception de votre rôle, sur les résultats de la municipalité, j'en suis heureux. Je n'ai pas à prendre parti, je constate que la population d'Angers en est satisfaite. J'arrêterai là les comparaisons avec le modèle, l'exemple. La ville d'Angers, c'est la ville d'Angers. C'est en tout cas un beau témoignage.

- Dans ce que vous avez dit de votre conception, de vos projections sur l'avenir proche, je vous rejoindrai aisément. Je suis de ceux, mesdames et messieurs, qui peuvent dire ceci très simplement : "J'aime les hommes de conviction qui se battent pour leurs convictions". Je n'aime pas les hommes de sectarisme qui cessent de se battre pour des convictions mais qui règlent des comptes avec des personnes. Je n'obéis pas à la mode qui a tout juste effleuré votre allocution, je ne suis pas la mode qui dénonce les idéologies. Qu'est-ce que vous auriez fait sans idées mon cher Jean Monnier ? Cette idée, devenue idéologie, a fait de l'homme que vous étiez, maître d'un métier, syndicaliste ayant une conception de la vie sociale et des relations entre les groupes sociaux, un maire estimé et suivi. N'y a-t-il pas une large part d'idéologie dans le destin d'un homme et ma foi chacun d'entre nous suit son idée lorsqu'il s'adresse aux autres. Je ne pense pas que l'on puisse crier à la mort des idéologies, ou en tout cas cela serait bien dommage car vraiment ce serait désespérant de voyager parmi les foules des femmes et des hommes dont l'idéal surtout serait de n'avoir plus d'idées sur rien.

- Assurément, dès que l'on a des idées et que l'on vit parmi les hommes dans une société et particulièrement en France, on peut être tranquille, celui d'à côté n'a pas la même. Et bien il faut bien vivre ensemble. Nous aurions une certaine tendance, en raison de nos origines historiques, à préférer toujours les petites chapelles aux grandes constructions mais cependant on ne peut défier le cours des siècles que si l'on est capable de bâtir une demeure où chacun peut se trouver à l'aise. Mais pas dans la confusion ! On ne crée rien dans la confusion. Chacun doit affirmer son talent, sa croyance, sa façon de voir le monde et je reprends - comment dirai-je - amicalement, sur ce terrain-là, une petite poussée dans ce sens.\

Tout aussitôt après d'ailleurs, vous `Jean Monnier` avez développé quelques considérations sur l'acte du Conseil municipal d'hier soir £ l'adoption d'un projet et même d'une réalisation de minimum social pour les plus pauvres - ceux que l'on appelle les nouveaux pauvres, ceux qui sont frappés par la précarité des temps -. C'est une idée qui m'est chère et elle a très peu de succès. Je l'ai encore rappelé il y a peu de temps au gouvernement de la République `Conseil des ministres du 23 octobre 1987`, mais ce n'est pas le gouvernement qui est spécialement

réticent, parce que cela représente aussi une lourde charge pour la nation. Je ne mets pas en cause le gouvernement. Jean Monnier et moi-même et votre Conseil municipal (majorité et opposition), nous allons nous mettre tous ensemble, vous tous Angers et moi car nous sommes encore un peu isolés. Nous avons besoin que notre idée fasse des progrès. Les objections financières sont tout de même justifiées. On ne peut pas jouer avec le budget de la France, ni avec l'argent des Français. Et cependant quelle peut être la démarche de la démocratie, sinon de prendre en compte, partout où il existe, un handicap, une faiblesse, une pauvreté, une souffrance, une incapacité qui ne tiennent pas au caractère ou bien à l'incurie, mais aux rigueurs de la nature et parfois aux rigueurs de la société elle-même. Partout où cela existe, le devoir de la démocratie, c'est de panser ses plaies, de corriger le cours des choses, de servir la fraternité en établissant une sorte de justice qui ne peut pas prétendre à je ne sais quelle forme d'égalitarisme, qui ne serait pas dans la réalité des choses et qui rend l'espérance, qui laisse y compris aux personnes les plus âgées qui souvent sont dans ce cas-là, mais pas les seules, qui rendent le goût de vivre et même avant le goût, le moyen de vivre. Moi, je considère cela comme un devoir élémentaire pour la nation. Chaque génération verra s'ouvrir de nouvelles béances par où passeront les tristesses, par où passeront les misères, les angoisses et puis les solitudes.

- Je suis très heureux d'avoir appris, comme je l'ai appris ce matin en arrivant parmi vous, que vous aviez proposé cet exemple de votre ville aux autres communes de France, en sachant fort bien qu'une commune ne peut pas à elle seule répondre à la question dans sa totalité et que seul un effort de solidarité nationale nous permettra un jour, avec les étapes nécessaires, d'y arriver. Il a fallu beaucoup d'années pour mettre en place les assurances sociales avant de parvenir à la sécurité sociale, et il faut aussi y veiller, à préserver cette sécurité sociale par la cohésion nationale. Il y faudra donc du temps, et c'est parce qu'il y faudra du temps qu'il faut commencer le plus tôt possible. Donc bravo Angers ! Voilà un modèle que je retiens et dont j'essaierai moi-même de tirer l'enseignement, partout où je me trouverai.

- On dit toujours, "mais il n'y a plus rien devant soi, il n'y a plus de grand projet, on a épuisé absolument toutes les grandes ambitions". Qu'est-ce que c'est que ce langage ? Cette question du minimum vital, c'est une grande question puisqu'elle est celle de la fraternité. Le triptyque qui figure sur tous nos frontons, il arrive qu'on l'oublie : "Liberté, Egalité, Fraternité", d'autres diront solidarité, voilà une grande pensée, une grande ambition : parvenir à être - nous le sommes déjà - , à demeurer et à parfaire l'image d'une nation qui se sait solidaire.\

Je ne vais pas faire la liste de ces grandes idées. Je ne développe pas un programme ou une plate-forme ou bien on s'y méprendrait. Mais mon rôle est quand même d'indiquer quelques directions. Sinon à quoi servirait un Président de la République ! Imprimer des directions à la nation. Je m'y efforce et si je cherche quelques domaines où nous avons à appliquer notre ambition, j'en vois déjà deux qui se proposent sous nos yeux, pas pour l'année prochaine, pour demain matin.

- L'Europe, vous en avez dit un mot aussi et vous avez eu raison. Je serai vendredi avec le Premier ministre ` Jacques Chirac, ` le ministre des affaires étrangères ` Jean-Bernard Raimond ` , à Copenhague, qui pour six mois, selon la règle établie, est capitale de la Communauté. A partir du 1er janvier de l'année prochaine, ce sera Bonn et l'Allemagne fédérale et ainsi le tour continuera entre les douze pays de la communauté. A Copenhague, que va-t-on faire ? On va tenter d'organiser l'Europe, comme on le fait depuis le premier jour : des avancées et des reculs, des contentieux multiples, des crises et, quand les crises sont là, il faut bien les surmonter. On y est parvenu jusqu'ici. Quelle est la situation présente ?

- Trois gros dossiers seront traités à Copenhague. D'abord le budget de la Communauté qui s'est asséché. Il faudra voter les ressources aujourd'hui dépassées par les dépenses et justement et heureusement puisque l'Europe, après avoir été au point de départ seulement l'Europe agricole, est devenue aujourd'hui l'Europe multiple, l'Europe de la technologie, un peu l'Europe sociale, l'Europe des transports, une certaine Europe de la monnaie, l'Europe de l'environnement £ et donc les besoins se sont accrus. Nous ne ferons l'Europe que si, à mesure que le temps passe, les États acceptent de renoncer à certains aspects de leur souveraineté pour mettre en commun ce qui doit l'être.

ce qui doit être.

- Naturellement il y a des hésitations. Mais l'Europe ne se fera également que si l'on parvient à promouvoir, dans le même moment, toutes les fractions de l'Europe, tous les groupes sociaux, économiques. On ne peut pas laisser à la traîne, par exemple, des groupes sociaux, des classes sociales. On ne peut pas développer ou accroître les fossés qui séparent les uns des autres, les inégalités. Le même raisonnement doit prévaloir pour les Etats eux-mêmes ou pour les régions qui les composent, d'où l'initiative prise par la Commission européenne, à la tête de laquelle se trouve Jacques Delors, très attaché à ce que l'on appelle la "politique régionale" ou, dans les termes technocratiques de Bruxelles, l'Europe structurelle, une politique structurelle qui doit conduire peu à peu à faire des régions les plus pauvres, en les développant, des régions capables de supporter la concurrence qui, au début 1993 sera une concurrence sans frontière et sans protection.\

` Suite sur le marché communautaire de 1992 `

- C'est un effort énorme. J'ai l'orgueil de vous dire que je l'ai entrepris en connaissant les risques, y compris les risques pour la France, mais je comptais sur la capacité des Français lorsqu'avec quelques autres j'ai engagé l'Europe, d'abord à Milan, ensuite à Luxembourg, sur le marché intérieur unique qui verra l'ensemble de nos entreprises, et dans tous les domaines, dans toutes les disciplines, s'affronter sans protection particulière. Vous imaginez ce que cela va représenter. Je comprends mieux les efforts d'une ville comme Angers, qui se prémunit déjà à quatre à cinq ans de distance, face à cet événement colossal qui bouleversera les données connues depuis que nous connaissons une Europe. Ce ne sera plus la même après. Elle sera transformée en profondeur. Si, parallèlement, l'on sait développer ce que l'on appelle l'Europe des citoyens, si les personnes - et non seulement les marchandises - les personnes et leurs idées, les personnes et leurs intérêts, les personnes et leur famille, les personnes et leur métier, sont en mesure de vivre en Europe sans être particulièrement retenues dans leur patrie d'origine et sans être reçues comme des étrangers dans les onze autres pays d'Europe, alors nous aurons réussi une grande - entreprise.

- Tout cela va se traiter à Copenhague, une fois de plus. Parviendrons-nous à mettre à la disposition des disciplines nouvelles de l'Europe un minimum vital budgétaire ? Parviendrons-nous en particulier à régler le problème agricole, qui touche de près aux intérêts de ce département et de cette région ? Le problème agricole : les productions les plus importantes sont garanties à la production selon un prix fixé, lequel prix fixé est un prix supérieur au prix mondial. Il existe des procédures qui permettent à la Communauté de rétribuer les pays qui exportent, puisqu'ils exporteraient à perte, et en même temps, cela permet le développement économique de l'Europe.

- Or, notre agriculture européenne produit des excédents. Ce n'est pas partout la même chose, et l'on ne peut pas à la fois garantir l'achat à la production d'un certain nombre produits agricoles pour les stocker, il faut les consommer ou bien les vendre à l'extérieur. C'est un problème difficile. Il faudra parler de cela à Copenhague, avec une Grande-Bretagne sourcilieuse qui demande, qui réclame, qui exige une rigueur d'airain pour les finances de l'Europe, sauf pour les sommes qui lui sont destinées.

- Et puis il faudra parler de la répartition des crédits vers les diverses régions de l'Europe, les pays du sud surtout, les nouveaux adhérents, l'Espagne, le Portugal, les plus anciens, la Grèce, ou l'Irlande, les plus anciens encore, ceux qui se trouvaient dans le noyau central de l'année 1957, cela fait maintenant trente ans, l'Italie et, le cas échéant, la France.\

Pourquoi est-ce que je vous ai parlé de tout cela ? Parce que vous allez mesurer que, quelle que soit l'extrême importance de chacun de ces sujets-là, si je vous posais la question avec la possibilité d'obtenir votre suffrage, si vous me dites individuellement oui ou non, est-ce que sur ces trois questions, répartition régionale, règlement des excédents agricoles, débat sur une quatrième ressources financière, par une heureuse combinaison, heureuse ou malheureuse entre la TVA et le produit intérieur brut ` PIB ` , est-ce que sur ces trois questions-là l'Europe va se briser ?

- Et l'on aperçoit aussitôt l'incroyable décalage des choses. C'est du domaine des techniciens, des

financiers, des praticiens. Comment, on ne saurait régler des problèmes de cette sorte parce que chacun songerait à des problèmes particuliers, souvent électoraux ? Quoi, on tournerait le dos à la vaste construction que j'appelais de mes vœux, on briserait celle qui a été édifiée depuis les fondateurs, parce qu'on n'aurait pas su s'entendre sur le moyen de consumer des excédents effectivement trop lourds, parce qu'on n'aurait pas su trouver une réponse au financement de l'Europe, au financement complémentaire, parce qu'on n'aurait pas su répartir une manne qui de toute manière ira vers ceux qui sont en mesure d'en tirer un profit. Va-t-on casser l'Europe pour cela ? On peut le craindre. Il y a un retour en force des intérêts dits nationaux, qui sont le plus souvent des intérêts politiques, qui se parent du nom d'intérêts nationaux et d'intérêts à courte vue, avec chez certains d'entre eux au fond, une sorte de marche perpétuelle à reculons dès qu'il s'agit de sortir des concepts des siècles dépassés, et qui ne comprennent pas que seule l'Europe sera en mesure de répondre aux besoins du siècle prochain, auprès du Japon, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et des pays qui grandissent. On le voit bien et, si on ne le voit pas, on les devine bien, ces grands ensembles de l'Extrême-Orient, de l'Asie du sud-est, ces centaines et ces centaines de millions d'habitants au travail, qui échangent et qui consomment et l'Amérique latine, le continent ouvert aux conquêtes du siècle.

- Alors nous, "les Douze", on va considérer qu'il est préférable de regarder en soi-même, se retourner vers son ombre, pour essayer de ne pas marcher dessus, en oubliant que l'histoire nous attend et qu'elle nous refusera si nous la refusons.

- Il faut que l'Europe se fasse autour d'une monnaie commune, réelle et non pas abstraite. Il faut que cette monnaie-là, avec le dollar et avec le yen, crée les zones de référence, sans quoi il n'y aura aucun ordre international et vous aurez, comme d'autres foules, à en supporter la douloureuse conséquence : crise monétaire, course boursière pour certains, désordre en tout cas, disparition de la confiance. Voilà un monde qui produit, qui invente, qui crée et qui n'est même pas capable de se doter des simples moyens d'éviter des crises inutiles, avec leur cortège de désespoirs multiples, d'angoisses et d'amertume. Une monnaie.\

On commence à parler d'une défense commune, nous faisons des progrès, ils sont lents, pour une raison facile à comprendre. La dernière guerre mondiale a laissé des vainqueurs et des vaincus, dont le statut est encore différent et qui sont aujourd'hui des puissances différentes, où l'on ne peut plus vivre sur les rapports des forces de 1945, mais dans une Europe elle-même coupée en deux, dont chaque partie est dominée par une puissance plus forte que chacune des deux parts de l'Europe meurtrie.

- Il faudra sortir de ce système, mais on ne pourra le faire qu'en ménageant la paix, sans prendre le risque d'une conflagration nouvelle, supplémentaire, et évidemment dramatique. Mais enfin il faut aller dans ce sens, d'où l'embryon avec l'Allemagne, l'appel adressé à l'UEO, l'Union des forces occidentales européennes. L'Europe, c'est tout de même la perspective d'un salut pour chacun des pays qui la composent, c'est la projection sur l'avenir, c'est la chance donnée à chacun de nos enfants de pouvoir se présenter sur la scène du monde en étant fier de ce qu'il est et de ce qu'il peut et chacun de nos pays se trouvera valorisé, multiplié, rehaussé dans sa propre estime, grâce à l'Europe. Il faut avoir suffisamment de foi dans le génie de notre peuple pour savoir qu'il n'a pas plus à craindre l'anéantissement par l'ennemi qu'il n'aurait à craindre l'anéantissement par la marche en commun avec des peuples qui relèvent de la même géographie, la même histoire, aussi contradictoire qu'elle ait été, et de la même culture.\

Je voudrais que cette partie de mon exposé ne soit pas démunie d'une autre dimension. L'Europe se refuse à elle-même, j'espère provisoirement, et je ne serai pas le seul à secouer les colonnes pour dire, "quoi, c'est hors de proportion, il faut gagner cette bataille-là pour l'Europe donc pour nous". Supposons que nous n'y parvenions pas encore cette fois-ci, ce qui sera cause de fatigue, cause de lassitude, peut-être certains seront-ils découragés.

- Pendant ce temps-là, presque exactement, MM. Reagan et Gorbatchev se rencontreront à Washington et, à la fin de leurs entretiens, après avoir conclu le premier grand accord de désarmement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ils célébreront les vertus de la paix, la marche en avant vers la détente et d'un commun accord, ces deux grandes puissances

nucléaires, l'une 13000 charges nucléaires, l'autre 11000, l'une et l'autre de quoi détruire plusieurs fois la surface de la terre. Pendant qu'ils vont composer, préparer l'avenir de désarmement par étapes successives autour de ce premier accord qui n'est pas négligeable, puisqu'il représente quelques 3 % des arsenaux nucléaires, pendant ce temps-là, dans quel coin d'une pièce, dans quel trou du plancher, se sera cachée l'Europe ? Qu'aura-t-elle été capable de proposer ? La simple comparaison dans le temps, 4 et 5 décembre, Copenhague, les Douze de l'Europe, 9 et 10 décembre Reagan, Gorbatchev, les deux empires, la puissance. Et pourtant cette Europe elle rassemble 320 millions d'habitants, plus que les Etats-Unis d'Amérique, plus que l'Union soviétique, une somme d'entreprises, de richesses économiques et de capacité d'invention ou de traductions technologiques supérieures au Japon, aux Etats-Unis d'Amérique. Elle a autant de force intellectuelle. Bref, il n'existe pas un seul terrain où l'Europe soit inférieure à l'ambition qu'elle peut nourrir par comparaison avec ceux dont je parle. Mais voilà, la psychologie, cela existe aussi. L'espérance, elle habite le coeur des hommes ou bien elle s'en va. Il ne faut pas que l'Europe manque ses rendez-vous pendant que les autres les réussissent. Il y a des rencontres symboliques et ce que je vous dis là, c'est un peu quand même de ce que je dirai dans quelques jours quand je me trouverai face à nos amis européens.\

Moi je me réjouis de cette première phase du désarmement. J'entends bien des propos chagrins ici ou là, j'entends déjà des gémissements, on larmoie sur les dangers futurs. Moi, je pense qu'après tout, c'est bon à prendre un désarmement nucléaire sur les forces dites "intermédiaires", qui ne franchissent pas l'Atlantique. C'est cela leur langage aux Américains et aux Russes et on s'enferme dans leur vocabulaire. Ils ont le langage de leur sécurité : "sont intermédiaires" les fusées qui ne traversent pas l'Atlantique, sont stratégiques les fusées qui traversent. Oui, mais nous, la France, on reçoit et les unes et les autres, elles sont toutes stratégiques, si l'on entend par stratégiques les armes qui atteignent directement notre sol à partir d'un sol ennemi, de telle sorte que je me demande par quelle étonnante aberration de l'esprit on peut ne pas se réjouir de voir disparaître, du côté soviétique, environ 810 charges nucléaires qui peuvent atteindre directement la France et détruire en un quart d'heure la totalité des dispositifs militaires du Nord de la Norvège au Sud de l'Italie, puisque leur portée est de 4500 kilomètres et leur puissance suffisante pour réaliser cet ouvrage. Certes, ces armes sont "intermédiaires", puisque si elles peuvent détruire Paris, elles ne peuvent pas détruire Chicago. Mais enfin nous, on est à Paris, on est à Angers et même à Toulouse, à Nice, à Bayonne, enfin loin mais tout près, à la portée de la destruction massive, à laquelle certes nous échappons, non seulement parce que l'esprit n'est pas à l'agression de cette sorte - personne ne veut de la guerre nucléaire -, mais aussi parce qu'il existe une forte alliance, à laquelle nous sommes loyaux, mais parce qu'il y a aussi équilibre entre les blocs et aussi parce que la France s'est dotée d'une stratégie autonome de dissuasion qui fait que nul n'a le moindre intérêt à vouloir l'attaquer. Cependant, déjà cela de moins, c'est une bonne affaire. Plutôt que de les retenir en gémissant ou bien en larmoyant, ce qui revient à peu près au même, en disant qu'est-ce qui va nous arriver demain, je préfère dire ce qui pourrait arriver de mieux demain, c'est que l'on continue et qu'après avoir réduit les forces intermédiaires, on réduise les forces stratégiques, et pourquoi pas les forces conventionnelles, et pourquoi pas les forces chimiques. On a bien fait, Russes et Américains, de commencer. Et je les encouragerai, si mon témoignage ou mon -concours, au nom de la France bien entendu, leur permet de poursuivre cette oeuvre salutaire, étant entendu qu'il est une précaution de base, qu'il est presque inutile de répéter ici tant elle va de soi, c'est que le désarmement doit être contrôlé. De ce point de vue, un récent accord entre M. Schultz et M. Chevarnadze semble annoncer que nous en sommes là. Il faut que nous soyons en -état permanent d'équilibre au niveau le plus bas, car il serait naturellement stupide et dommageable, et qui oserait y penser, que l'on soit plus en insécurité avec moins d'armement, qu'au temps où nous en avions davantage. Toutes ces vérités de La Palice doivent être répétées mais vraiment, j'engage la France et les Français à dire oui à ce facteur de paix que représente le désarmement nucléaire. Je leur demande de dire oui aussi à ce facteur de développement. Paix-développement, comment, en l'espace d'une semaine, pendant la crise boursière, plus de milliards ont été dépensés que l'on en aurait employé à régler le problème de l'endettement du tiers monde ! Et qui

dissipés que l'on en aurait employé à régler le problème de l'endettement du tiers monde ! Et qui s'en est aperçu ? Il est évident que le couple désarmement - développement, si l'on s'engage résolument dans cette voie, sera le couple dominant du siècle prochain, sans quoi, où le monde ira-t-il ?\

Voilà j'en ai terminé. J'ai peut-être un peu abusé de votre patience, mais je voulais d'une part remercier Angers, marquer le puissant intérêt que j'ai trouvé à voir ses progrès, ses réalisations, sont -état d'esprit. Je remercie le maire d'Angers ` Jean Monnier ` dont la présence ici m'est sensible, quoi qu'il soit plus normal qu'il s'y trouve que moi-même. J'ai voulu vous dire : la société moderne n'est pas privée d'idéaux, celui de la solidarité, l'Europe à faire ou à parfaire, ce serait plus juste d'employer ce verbe-là, la paix à construire, mettre l'Europe à l'unisson de ce qui se déroule aujourd'hui au -plan des deux plus puissants pays du monde.

- Voilà j'ai terminé. Je vous ai, à un moment donné, dit ma conviction personnelle, le choix qui est le mien : il faut croire dans ce que l'on fait, oser affronter la contradiction. On ne bâtit le monde qu'habité par une foi et donc par une volonté et c'est vrai de la politique. Si l'Europe a une volonté politique, elle surmontera ses difficultés présentes. Et j'ai dit aussi, je n'aime pas le sectarisme. Je ferai appel à la tolérance, non sans mérite personnel. Je me fais moi-même les compliments, de peur que d'autres les oublient. Non sans mérite, mais avec une grande résolution et, d'une certaine manière, avec un certain sourire. Les Français s'aiment plus qu'ils ne le croient eux-mêmes. Lorsque le malheur frappe l'un d'entre nous, sa famille, on fait cercle, on comprend et on sent que la vie et la mort et la joie et que le chagrin sont les éternels ciments d'une société humaine.

- Bon alors c'est vrai, on va avoir des mois un petit peu chahutés, plus difficiles `élection présidentielle 1988`. Mais c'est quand même à notre portée, ce n'est pas une montagne, c'est une petite bosse, une petite colline, qu'il va falloir franchir sans être essouffés. C'est en tout cas ma tâche particulière, celle qui m'a été confiée, que d'assurer cette étape-là, qui sera donc la dernière du septennat pour lequel j'ai été élu. C'est difficile, peut-être, mais pas plus que cela. A moi tout seul, ce serait peut-être délicat, avec vous cela l'est déjà moins.\